La représentante de Soros expulsée de Pologne ...

écrit par Jack | 24 août 2018

Suivant l'exemple de la Hongrie, la Pologne se débarrasse de Soros en renvoyant sa principale organisatrice et agitatrice en Ukraine

By [Pamela Geller](#) – on August 19, 2018

La Pologne en a assez de Soros. Peu après la décision de la Hongrie de virer Soros, c'est le tour de la Pologne.

Les grands défenseurs de la liberté et de la liberté individuelles viennent de pays qui ont vécu sous l'emprise du totalitarisme et de l'oppression.

Ils savent ce qu'est la liberté et ils savent ce que la perdre signifie.

George Soros, collaborateur nazi et batteur de femmes, a financé le truquage des élections, la hijrah en Europe, les antifas aux États-Unis, les traitres qui infiltrent l'U.E., les frontières ouvertes, les migrations de masse, le boycott d'Israël, les groupes anti-Trump, les violents émeutiers de Berkeley en Californie et autres groupes et causes malfaisantes...

« Son organisation m'a ciblée » dit Pamela Geller, ainsi que certains autres de ses collègues qui s'opposent à lui.

Pamela Geller a fait d'énormes recherches sur les activités malveillantes de Soros jusqu'à sa jeunesse nazie, alors qu'il confisquait les biens des juifs.

Soros a lui-même dit que d'aider les nazis avait été « l'époque la plus heureuse de ma vie ».

Le mardi 14 août 2018, Mme Lyudmyla Kozlovska, présidente de **Open Dialog Foundation** (ODF), a été expulsée du territoire de l'UE vers Kiev, en Ukraine, en raison d'un abus du système d'information Schengen (SIS).

Selon la police des frontières belge, l'expulsion a été appliquée après confirmation par le ministère polonais des affaires intérieures.

Une telle mesure interdit à Mme Kozlovska d'entrer dans les pays de la zone Schengen (Jim Hoft – 18 août 2018)...

Mme Kozlovska a indiqué qu'on l'avait empêchée d'entrer dans l'espace Schengen sans aucune explication et sans avoir pu accéder à la demande officielle.

La Fondation ODF considère qu'il s'agit d'un acte de nature politique mené par les autorités polonaises afin de mettre un terme aux activités de l'organisation dans le pays et à l'étranger.

En fait le ciblage de Mme Kozlovska est principalement dû à l'activité civique de son mari, M. Bartosz Kramek, chef du conseil de la Fondation, qui réclamait diverses actions de désobéissance civile en Pologne, devenant ainsi l'un des principaux ennemis publics du gouvernement populiste du pays...

La Fondation avait déjà envisagé la possibilité d'une telle mesure, lorsque des journalistes pro-gouvernementaux, des blogueurs, des politiciens de droite et leurs partisans avaient commencé à remettre en question le droit de Mme Kozlovska de séjourner en Pologne.

Ces discussions publiques visaient à la présenter comme **une menace pour la sécurité nationale et l'ordre public**, ce qui lui permettrait d'être expulsée conformément à la loi polonaise sur les étrangers...

... - ...

L'ODF fait évidemment appel aux états membres de Schengen afin qu'ils ne tiennent pas compte de la décision polonaise, par exemple en choisissant de délivrer un visa permettant à Mme Kozlovska d'accéder à l'UE et de poursuivre « *ses activités en matière de droits de l'homme* », etc...

<https://gellerreport.com/2018/08/poland-boots-soros.html/>

Traduit par Jack pour Résistance Républicaine.